



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 novembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Soixante-troisième session

11-22 mars 2019

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par AIM Education & Research Society, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Non seulement un système de protection sociale efficace doit être en mesure de protéger les moyens de subsistance de base de sa population mais il devrait également assurer la qualité des établissements de soins, de l'assainissement, de l'eau, de l'énergie, de l'infrastructure, de l'éducation et de la formation. Qu'il s'agisse d'une économie sous-développée, en développement ou développée, chaque pays devrait disposer d'un système de protection sociale dont l'application est liée à la faisabilité de tels systèmes qui dépendent au premier chef de la conjoncture politique et des conditions financières de chaque nation.

La réduction de la pauvreté et de l'inégalité est indispensable dans le cadre du développement de différentes compétences. Elle est possible si l'on bâtit une infrastructure résiliente, promeut une industrialisation durable qui profite à tous et encourage l'innovation dans la technologie. L'accent devrait être mis sur un accès équitable et à un prix abordable à l'ensemble des ressources naturelles et autres disponibles. L'accent devrait être mis sur le passage d'une société fondée sur l'agriculture à une société industrielle.

Ce n'est que lorsque les femmes et les hommes reçoivent une éducation et une formation dans différents domaines d'activité qu'ils peuvent subvenir à leurs besoins et être autonomes. Si les systèmes de protection sociale répondent aux besoins des personnes, la croissance économique doit s'accélérer. Les gouvernements de différents pays doivent formuler des politiques pour que les systèmes de protection sociale soient efficaces et adaptés aux besoins des personnes.

Nul système de protection sociale n'opèrera de manière efficace et efficiente tant que les fonds nécessaires ne seront pas alloués à ces fins. En principe, tout pays doté d'un solide dispositif de collecte des impôts est mieux placé pour allouer des moyens financiers à des systèmes de protection sociale. Outre des philanthropes, des particuliers et des sociétés, des organisations non gouvernementales (ONG) peuvent également contribuer à cette cause. De nombreux pays qui investissent dans des systèmes de protection sociale réussissent mieux sur le plan économique. Ces décisions sont considérées comme constituant un investissement dans la population et contribuent à l'épanouissement de l'individu, participant ainsi à la croissance sociale, ce qui est de plus en plus important pour la stabilité et la paix dans de nombreux pays.

La sécurité sociale n'est pas uniquement un droit de l'homme ; les systèmes de protection sociale se soucient des pauvres, jettent les bases d'une réduction durable de la pauvreté et sont essentiels à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU. Des statistiques de l'Organisation internationale du Travail confirment que la protection de base ne revient pas trop cher, même dans les pays à faible revenu, dans le cadre de la mise en place d'un système de sécurité sociale durable. Ce n'est pas qu'une question d'argent.

La forte incidence du VIH/sida et le pourcentage élevé d'emplois informels, par exemple, posent des problèmes particuliers dans les pays en développement. La communauté internationale reconnaît que la protection sociale est importante pour réduire durablement la pauvreté et assurer un développement durable. Des organisations internationales telles que l'ONU et la Banque mondiale, ainsi que le Groupe des Huit, l'Union européenne et d'autres pays, se sont dits prêts à renforcer leur soutien aux pays en développement et aux marchés émergents en mettant en place des systèmes adaptés à adopter. Nombre de nations font part de leur expérience aux pays partenaires et les aident à mettre en œuvre des solutions adaptées et durables.

De nombreux pays en développement et pays plus avancés ont déjà commencé à établir des systèmes de protection sociale. D'autres sont actuellement à la recherche de conseils sur l'élaboration de systèmes durables adaptés à leurs besoins. Ces systèmes concernent également la fourniture croissante de micro-assurances et l'extension des programmes de protection sociale de base. À l'heure actuelle, les programmes de protection sociale de base jouent un rôle croissant, en particulier dans le contexte de la crise alimentaire mondiale. Ils permettent surtout de venir en aide à des pans vulnérables de la population, tels les femmes, les enfants, les personnes handicapées ou les personnes âgées. La protection sociale pour les personnes âgées constituera également un défi pour les pays en développement et les pays plus avancés dont les sociétés connaissent également une évolution démographique rapide.

L'assurance maladie sociale fournit un accès juste, financé et équitable à des services de santé publique pour l'ensemble de la population. Chacun doit payer en fonction de ses moyens ; le capital social est redistribué aux malades par ceux qui sont en bonne santé, aux plus âgés par les plus jeunes, aux chômeurs par les employés et aux plus démunis par les plus riches. Un système de protection sociale efficace devrait mettre l'accent sur les besoins nutritionnels des adolescentes et des femmes enceintes ou allaitantes et fournir des soins de santé d'un coût abordable pour toutes et tous.

L'accès aux services publics supposerait une extension de l'assurance maladie sociale au secteur informel. Les personnes qui sont actuellement en dehors du secteur formel, tels les retraités, les personnes handicapées ou les pauvres, bénéficient également d'une assurance maladie. La garantie d'une éducation de qualité équitable et inclusive doit encourager des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour toutes et tous. Tant les femmes que les hommes devraient pouvoir suivre un enseignement supérieur et technique afin de consolider leur avenir.

L'infrastructure désigne l'ensemble des éléments structurels qui soutiennent le fonctionnement du quotidien et qui pèsent sur la direction que prend la société humaine. Par infrastructure durable on entend la conception, la construction et l'exploitation de ces éléments structurels d'une manière qui ne contrarie pas les processus sociaux, économiques et écologiques nécessaires au maintien de l'équité entre les individus, de la diversité et du fonctionnement des systèmes naturels.

Les infrastructures sont essentielles au développement communautaire durable ; notre avenir et notre bien-être dépendent d'infrastructures durables et bien définies. Les infrastructures construites aujourd'hui façonneront les communautés de demain. Il existe cinq domaines principaux d'infrastructure qui peuvent s'avérer décisifs pour le développement durable : les transports, l'énergie, l'aménagement du territoire, la gestion des déchets et la gouvernance.

L'égalité, également appelée égalité femmes-hommes, est la situation dans laquelle l'accès aux ressources et aux possibilités se fait de la même manière, indépendamment du genre, y compris en ce qui concerne la participation et la prise de décisions en matière économique, et la façon dont on valorise différents comportements, aspirations et besoins, sur un pied d'égalité, indépendamment du genre.

L'égalité femmes-hommes contient l'idée intrinsèque que tous les êtres humains, femmes et hommes, sont libres de faire valoir leurs aptitudes personnelles et de faire leurs choix à l'abri des contraintes imposées par les stéréotypes, la conception rigide des rôles de l'homme et de la femme, et les préjugés. L'égalité femmes-hommes signifie que les différents comportements, aspirations et besoins des femmes et des hommes sont considérés, évalués et favorisés dans la même mesure. Cela ne signifie pas que les femmes et les hommes doivent devenir identiques mais

que leurs droits, leurs responsabilités et leurs possibilités ne dépendront pas du fait qu'ils sont nés homme ou femme. L'équité femmes-hommes signifie que femmes et hommes sont traités de manière équitable, selon les besoins de chacune et de chacun.

À l'échelle mondiale, pour parvenir à l'égalité femmes-hommes, il faut également éliminer les pratiques préjudiciables à l'égard des femmes et des filles, dont la traite à des fins sexuelles, le féminicide, la violence sexuelle en temps de guerre et d'autres formes de manœuvres d'oppression. Malgré nombre d'accords internationaux dans lesquels leurs droits de la personne sont affirmés, les femmes sont encore beaucoup plus exposées que les hommes à la pauvreté et à l'analphabétisme. Elles ont moins accès à la propriété, au crédit, à la formation et à l'emploi. Elles sont beaucoup moins susceptibles que les hommes d'être actives sur le plan politique et beaucoup plus exposées à la violence familiale.

L'autonomisation des femmes et des filles n'est possible que si certaines mesures concrètes sont prises pour fournir de l'eau non polluée. En effet, les filles des communautés pauvres manquent souvent l'école en raison du manque d'eau non polluée, eau qu'elles doivent aller chercher loin chaque jour, à pied, sur un parcours souvent dangereux pour leur santé.

Des millions de filles subissent des mauvais traitements, sont astreintes au travail ou soumises à la traite, à un mariage précoce ou à d'autres infractions. Par conséquent, de plus en plus de femmes et de filles doivent être protégées en les dotant de compétences et en leur donnant accès à la formation, à l'éducation, aux conseils, aux soins médicaux, aux prêts aux petites entreprises et à d'autres programmes qui s'adressent directement aux femmes et aux filles et qui contribuent à mettre fin à la violence fondée sur le genre. Des millions de filles vivent en-dessous du seuil de pauvreté et sont donc exposées à la violence chez les adolescents et à d'autres crimes. Les femmes instruites devraient directement s'adresser aux jeunes filles de leur communauté et essayer de peser sur leur vie en jouant un rôle de tutrice ou de mentor bénévole.

Un microcrédit peut être proposé aux entrepreneuses zélées qui travaillent dur afin de leur permettre d'assurer leur avenir. Ces fonds peuvent être recyclés à l'infini en vue d'aider un plus grand nombre de personnes et de parvenir à des résultats visibles.

L'ignorance et le manque de connaissances tuent chaque année près de 2,6 millions de nouveau-nés dans le monde. De la même manière, chaque année, des millions de femmes meurent de complications pendant la grossesse et l'accouchement. La plupart des décès d'enfants peuvent être évités ou éliminés si des conseils adaptés sont donnés. En effet, la plupart de ces enfants meurent de causes évitables et soignables telles que la pneumonie, la diarrhée ou le paludisme.

L'avancement des femmes consiste à assurer aux femmes l'égalité des chances non seulement chez elles mais aussi au travail et dans les quartiers. Des mesures appropriées doivent être prises pour encourager les femmes à faire ce qu'elles se sont abstenues de faire au fil des ans et pour leur accorder le respect qu'elles méritent à juste titre, et ainsi rétablir leur dignité.